

# Pesticides : la Suisse exporte des produits interdits vers les pays en développement

Dangereux pour les occidentaux, mais pas pour les populations les plus pauvres. En toute impunité, *Syngenta*, le géant suisse de l'agro-alimentaire produit et exporte vers des pays en développement des produits interdits à la vente au sein de l'Union européenne en raison de leur dangerosité. L'association suisse *Public Eye*<sup>1</sup> dénonce ce "double standard" et appelle les autorités publiques à intervenir.



IFPRI -IMAGES Flickr

Selon un communiqué qui repose sur des "données secrètes" auxquelles l'association *Public Eye* a eu accès, le géant de la chimie *Syngenta* exporterait de l'*atrazine* et du *paraquat* vers des pays en développement. Alors que ces deux herbicides, connus pour leur toxicité, sont interdits à la vente sur le territoire helvétique et dans toute l'Union Européenne, leur producteur, l'industriel

*Syngenta*, profite des législations moins restrictives de pays tiers, et leur manque de moyens pour pouvoir légiférer, afin de continuer à écouler sa marchandise.

## Public Eye demande au parlement d'intervenir

Selon le rapport, les pays destinataires de ces exportations douteuses sont l'Argentine, le Brésil, le Cameroun, la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Pérou et la Thaïlande.

Les effets des deux pesticides sur la santé sont pourtant bien connus.

"Le *paraquat* cause chaque année des milliers d'empoisonnements. Il est lié à plusieurs maladies chroniques, dont la maladie de Parkinson [...]. L'*atrazine* est un perturbateur endocrinien qui affecte le système reproducteur et augmente les risques de cancer."



<sup>1</sup> Publiceye.ch se décrit comme une association indépendante, dont le fonctionnement est essentiellement assuré par des cotisations des membres ainsi que des donations. Avant tout préoccupé par la "lutte contre les injustices trouvant leur origine en Suisse", l'organisme "se donne pour mission de regarder là où d'autres préféreraient que leurs activités restent dans l'ombre, de dénoncer les méfaits et de proposer des mesures concrètes pour y remédier".

De surcroît, *Public Eye* estime que la vente de ces produits dans des pays tiers peut constituer dans certains cas "une violation de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux". En outre, le communiqué rappelle que selon les Nations Unis,

"le fait d'exposer la population d'autres pays à des toxines dont il est avéré qu'elles provoquent de graves problèmes de santé, et peuvent même entraîner la mort, constitue une violation des droits humains".

En effet, comment est-il possible de justifier que des produits considérés comme nocifs pour la santé et dangereux pour l'environnement puissent être fabriqués et exportés vers l'étranger par des entreprises issus de pays dans lesquels ces mêmes produits sont interdits à la vente ?

L'association interpelle afin que cesse cette situation aberrante et hypocrite, interpelle les parlementaires afin qu'ils se saisissent du sujet et

"demande aux autorités de mettre fin à ce double standard et de respecter les engagements pris dans le cadre de la Convention de Bâle".



Akarsh Simha / Flickr

## Une multinationale déjà critiquée

L'entreprise suisse, spécialisée dans la chimie et l'agroalimentaire, a déjà subi à plusieurs reprises le feu des critiques, notamment en raison de la mise sur la marché du pesticide **'Cruiser'** accusé de jouer un rôle dans la mort des abeilles.

L'année passée, elle se distinguait devant la justice : dans une affaire portant sur des "semences avariées", la multinationale avait simplement dissout l'une de ses filiales pour échapper à une possible condamnation. De quoi laisser perplexes.

En outre, la multinationale, qui fait partie des entreprises les plus importantes du secteur, fusionnera dans les prochains mois avec **ChemChina**. Aussi, estime le communiqué, cette nouvelle fusion qui intervient seulement quelques mois après celle entre Bayer et Monsanto

Greenpeace Switzerland / Flickr

"renforcera encore la concentration sur le marché des pesticides et le pouvoir d'influence des grands groupes", ce qui laisse craindre le pire : "à l'heure où la Suisse et la communauté internationale ambitionnent une transition vers des systèmes alimentaires et agricoles plus durables, cette tendance a de quoi inquiéter" conclut *Public Eye*.



Et pour cause, l'industrie agro-chimique possède l'un des lobbies les plus puissants au monde. De quoi orienter en toute légalité les décisions de nos gouvernements.